



Congrès 2026 || UdeM

Appels à communication

Date limite pour soumettre une proposition de communication aux responsables :
23 janvier 2026



Liste des appels à communication :

#1 : Démocraties en tension : érosion et reconfigurations citoyennes en Amérique latine	3
#2 : La mobilité dans un Québec et un monde en mutation: Gouvernance et dynamiques d'appartenance	5
#3 : Les réseaux de l'antiféminisme. Circulations, convergences et institutionnalisation.	7
#4 : Gouverner par la responsabilité : les marges au prisme de la dépolitisation néolibérale	9
#5 : Fabriquer le désir en politique. La métapolitique entre stratégie et concept	11
#6 : Les algorithmes et l'intelligence artificielle en communication politique au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde	13
#7 : Ploutocratie et Épistémocratie : Les deux visages de la crise de la représentation	16
#8 : Reconfigurations du politique en Afrique contemporaine : souverainetés, frontières et dynamiques endogènes	17
#9 : Recul démocratique et stratégies de résistance	19
#10 : Écofiscalité et instruments coercitifs : quel avenir pour l'action environnementale et climatique?	20
#11 : Agir dans un monde incertain : conjuguer les temporalités de l'action politique	21
#12 : La justice face à la violence politique aujourd'hui : entre protection de l'État de droit et instrument de l'autoritarisme	22
#13 : Reconfigurations régionales au Sahel : entre fragilité démocratique, sécurisation du politique et post-multilatéralisme	23
#14 : L'intelligence artificielle au service de l'analyse politique : apports et défis du NLP, du ML et des LLMs pour la science politique contemporaine	24
#15 : Les politiques de leurre : souveraineté, réconciliation et reproduction de l'État colonial	26
#16 : Pour une théorie politique offensive à l'ère de la « crise démocratique » : décentrer, ancrer, renouveler	27
#17 : Fédéralisme et gouvernance démocratique en transformation	28
#18 : Le retour du nationalisme au Québec	29

Appel à communication #1 :

Démocraties en tension : érosion et reconfigurations citoyennes en Amérique latine

Responsable :

- Roman Perdomo, Université de Montréal (info@erigal.org)
- Julián Durazo-Herrmann, Université du Québec à Montréal

Type d'activité : Atelier

Section thématique : Politique comparée

Résumé de l'activité : Les transformations récentes du champ politique, marquées par la polarisation, la désinstitutionnalisation et l'usure des valeurs et pratiques démocratiques, obligent à repenser les cadres analytiques à partir desquels la science politique saisit la démocratie et ses recompositions. En Amérique latine, les processus d'érosion démocratique se manifestent moins par des ruptures institutionnelles que par des transformations graduelles : la démocratie demeure procédurale, mais se vide partiellement de sa substance, fragilisée par la concentration du pouvoir, l'épuisement de la représentation ou encore la désaffection citoyenne résultant des promesses substantives non tenues. Ces dynamiques appellent une réflexion sur les formes contemporaines de « démocratie de faible intensité », marquées par des inégalités persistantes d'inclusion, de participation et de reconnaissance.

Proposé par l'Équipe de recherche interuniversitaire sur l'inclusion et la gouvernance en Amérique latine (ÉRIGAL) cet atelier s'inscrit dans une réflexion collective sur les transformations politiques à l'échelle du continent. En dialogue constant avec des collègues latino-américains et européens, l'équipe s'efforce de dépasser les approches purement rationalistes ou centrées sur les institutions formelles pour saisir les configurations socialement situées de la gouvernance et de la citoyenneté. Depuis 2016, l'ÉRIGAL réunit des chercheur·es et étudiant·es de plusieurs universités québécoises, issus de la science politique, de la sociologie et des études urbaines, qui travaillent sur les relations entre État et société, les inégalités et les formes d'innovation démocratique en Amérique latine. L'atelier proposé à la SQSP 2026 articule cinq panels thématiques qui explorent, chacun à leur manière, la tension entre érosion démocratique et réinvention de la citoyenneté :

1. Érosion démocratique, résistance et droits humains [Danielle Coenga Oliveira (UdeM), Jean-François Mayer (Concordia), Garance Robert (UdeM), Saúl Rodríguez (UQAM), Ana Neiva Cardante (UdeM), France Hubert (ULB)]
2. Régimes subnationaux, gouvernance et institutions [Julián Durazo Herrmann (UQAM), Roman Perdomo (UdeM), Eduardo Monteiro (UQAM), Marc-André Anzueto (UQO), Étienne Sinotte (McGill)]
3. Care et citoyenneté [Françoise Montambeault (UdeM), Nora Nagels (UQAM)]
4. Genre et diversité sexuelle [Julia Islas (UdeM), Martin Bertolotti (UQAM)]
5. Communs urbains et espaces participatifs [Dan Furukawa Marques (ULaval), Charmain Levy (UQO), Romain Roche (UdeM), Jonas Lefebvre (UdeM)]

En conjuguant analyse institutionnelle et observation des pratiques sociales et politiques sur le terrain, ces panels proposent une lecture renouvelée de la démocratie latino-américaine comme processus en tension, traversé à la fois par l'effritement des régimes politiques et par les reconfigurations citoyennes. L'atelier entend ainsi contribuer à une compréhension élargie de la démocratie, envisagée non

seulement comme un régime, mais comme une praxis sociale et politique, faite de résistances, de négociations et d'expérimentations qui redéfinissent, au quotidien, les frontières de l'État et de la citoyenneté.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : **23 janvier 2026**

Appel à communication #2 :

La mobilité dans un Québec et un monde en mutation: Gouvernance et dynamiques d'appartenance

Responsables :

- Catherine Xhardez, Université de Montréal
- Antoine Bilodeau, Université Concordia

Type d'activité : Atelier

Section thématique : Politique québécoise, canadienne et autochtone

Résumé de l'activité : Les études migratoires abordent la mobilité comme un phénomène global et interconnecté, en analysant l'interaction entre acteurs, sites et politiques qui façonnent l'immigration, l'intégration, la participation et les identités collectives. Dans un contexte d'instabilité croissante dans le domaine migratoire, cet atelier vise à mettre en dialogue des recherches qui permettent d'en saisir les répercussions visibles sur les politiques, l'opinion publique, les pratiques de terrain et les débats sociopolitiques, au Québec comme dans d'autres sociétés qui vivent des transformations similaires. Longtemps perçu comme étant à l'écart, le Québec est aujourd'hui confronté à la complexification de son régime migratoire – multiplication des statuts, précarisation des parcours et montée en puissance d'acteurs non-étatiques (par ex. employeurs, universités, agences de recrutement). Ces changements invitent à repenser la gouvernance migratoire mais aussi les processus de construction identitaire et de sentiment d'appartenance qu'elle influence, tant chez les personnes immigrantes que dans la société d'accueil.

Cet atelier est organisé par l'Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs ([ERIQ](#), financée par le FRQ) et l'Initiative de recherche sur l'immigration ([IRI](#), financée par le Secrétariat aux relations canadiennes du Québec). Il vise à regrouper des communications portant sur le Québec, le Canada et d'autres contextes comparables.

Les communications proposées pourront s'articuler autour des questions suivantes :

- Comment les transformations récentes des politiques migratoires redéfinissent-elles les trajectoires et les statuts des personnes migrantes?
- Quels sont les effets de la complexification des régimes migratoires sur la gouvernance, la légitimité politique, la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance?
- Comment les acteurs non étatiques participent-ils à la gouvernance de la migration et influencent-ils les dynamiques d'inclusion et d'appartenance?
- En quoi les dynamiques observées au Québec éclairent-elles, ou contrastent-elles avec, celles d'autres fédérations ou sociétés?
- Comment les débats sur l'immigration influencent-ils les perceptions publiques, les rapports entre majorité et minorités, et la définition de l'appartenance nationale au Québec et ailleurs?

Les personnes étudiantes qui seront sélectionnées pour l'atelier se verront offrir la possibilité que leurs frais d'inscription au congrès soient pris en charge par l'ÉRIQA ou l'IRI. Quelques bourses de mobilité pour des personnes étudiantes rattachées à des établissements d'enseignement québécois (hors Montréal) sont disponibles.

Consignes : soumettre un résumé de **500 mots** maximum en remplissant [ce formulaire](#) incluant :

- Titre de la communication
- Problématique ou questions abordées en lien avec le thème de l'atelier
- Explication de la proposition et de la contribution à l'avancement des connaissances

Pour toute question, veuillez nous contacter par courriel à l'adresse eriga@pol.umontreal.ca. Pour plus d'info veuillez consulter [site de l'ERIQA](#).

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : 23 janvier 2026

Appel à communication #3 :

Les réseaux de l'antiféminisme. Circulations, convergences et institutionnalisation.

Responsables :

- Tristan Boursier, Université du Québec en Outaouais et Université du Québec à Montréal (tristan.boursier@umontreal.ca)
- Emma Limane, Université de Montréal (emma.limane@umontreal.ca)

Type d'activité : Atelier

Sections thématiques : Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée ; Politiques et administrations publiques ; Relations internationales et politiques mondiales ; Sociologie et comportements politiques ; Théories et pensées politiques ; Médiatisation et communication politiques.

Résumé de l'activité : Alors que la recherche a largement documenté la montée des droites radicales et la consolidation d'une « nouvelle internationale fasciste » (Palheta, 2025), l'antiféminisme demeure rarement étudié sous l'angle de ses réseaux transnationaux. Pourtant, depuis une décennie, on observe une intensification des circulations d'idées, de pratiques et de militant·e·s antiféministes entre divers espaces géographiques, culturels et politiques. Bien qu'il soit souvent adossé à l'extrême droite, l'antiféminisme constitue un contre-mouvement global à part entière (Bard, 1999 ; Bard et al., 2019), traversé par des acteurs, organisations et récits aux ancrages multiples.

Des mouvements anti-genre d'Europe de l'Est aux réseaux masculinistes nord-américains, des campagnes anti-avortement en Amérique latine aux discours anti-LGBT+ en Afrique, l'antiféminisme s'internationalise tout en s'adaptant aux contextes locaux. Des organisations telles que le World Congress of Families (WCF), Family Watch International (FWI) et CitizenGO jouent un rôle central dans la diffusion d'un agenda anti-genre au sein d'espaces institutionnels et diplomatiques; et des coalitions d'États comme celle du Consensus de Genève se forment autour de programmes anti-avortement au nom de la santé des femmes. En parallèle, des communautés numériques comme les incels ou les Tradwives alimentent une culture transnationale antiféministe, tandis qu'en Inde, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) articulent la défense de la tradition à une politique nationale de réaffirmation patriarcale.

Ce phénomène repose sur une pluralité de réseaux interconnectés : des réseaux affinitaires et informels, structurés autour d'influenceurs, d'entrepreneurs moraux et de leaders d'opinion, qui font circuler des récits antiféministes à l'échelle transnationale ; des réseaux d'alliances idéologiques, où l'antiféminisme se fusionne à d'autres mouvements (écologisme réactionnaire, libertarianisme, conspirationnisme ou extrême droite) formant des écosystèmes hybrides de mobilisation et de production discursive ; et des réseaux médiatiques et numériques, véritables infrastructures de diffusion reliant acteurs, organisations et États, et donnant à l'antiféminisme une portée globale et transversale.

Cette internationalisation ne produit pas une idéologie unifiée, mais une constellation d'acteurs connectés par des références communes : la dénonciation du « wokisme » (McCurdy et al., 2025), la délégitimation des savoirs sur le genre (Kulpa, 2025), la défense de la famille traditionnelle (Bloemraad et al., 2016), la naturalisation des rapports de genre (Blais & Dupuis-Déri, 2012), la critique du

féminisme perçu comme menace civilisationnelle (Boehme & Isom Scott, 2020), ou encore l'essor d'un fémonationalisme "anti-intersectionnel" (Calderaro 2025).

L'atelier propose d'explorer cette dynamique à travers trois axes complémentaires:

1. Parcours individuels et radicalisation. Comment les idées antiféministes circulent-elles d'un contexte à l'autre ? Quels sont les parcours de radicalisation et les formes d'engagement qui en découlent ?
2. Diffusion, alliances et convergences. Comment l'antiféminisme se combine-t-il à d'autres mouvements (religieux, libertariens, écologistes, complotistes, d'extrême droite) ? Quels dispositifs médiatiques soutiennent ces circulations idéologiques et matérielles ? Comment ces acteurs cooptent, réarticulent ou détournent les discours féministes pour les intégrer à leurs mouvements ?
3. L'antiféminisme comme politique d'État. Comment et pourquoi certains gouvernements intègrent-ils des discours antiféministes à leurs stratégies nationales ou diplomatiques ? Comment ces discours s'articulent avec d'autres priorités étatiques ? Quels rôles jouent les ONG et fondations transnationales dans cette normalisation ?

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : **23 janvier 2026**

Appel à communication #4 :

Gouverner par la responsabilité : les marges au prisme de la dépolitisation néolibérale

Responsables :

- Gabrielle Lorimier-Dugas, Université du Québec à Montréal (lorimier-dugas.gabrielle@courrier.uqam.ca)
- Maude Benoit, Université du Québec à Montréal
- Virginie Larose-Rouleau, Université du Québec à Montréal
- Marie-Kim Bouchard-Genest, Université du Québec à Montréal

Type d'activité : Atelier

Sections thématiques : Politiques et administrations publiques ; Sociologie et comportements politiques ; Théories et pensées politiques.

Résumé de l'activité : La rationalité néolibérale a profondément transformé la manière dont nos sociétés pensent le lien social. En valorisant l'autonomie, la performance et la gestion de soi, elle tend à reconfigurer la manière dont les problèmes sociaux sont articulés et gouvernés. Des enjeux autrefois inscrits dans les registres de la solidarité et de l'équité sociale – la pauvreté, la santé et la maladie, le travail, etc. – se traduisent désormais dans le langage de la responsabilité individuelle, du mérite et de la performance. Loin d'être neutre, cette reconfiguration déplace la responsabilité des inégalités vers les individus, occultant les déterminants sociaux et structurels des inégalités. Ce déplacement, qui traverse aussi bien les politiques publiques que les discours politiques, institutionnels ou médiatiques, contribue à dépolitiser certains problèmes sociaux en les réduisant à des questions de comportements, de valeurs ou de choix personnels.

Cet atelier propose d'examiner les formes et les effets politiques et sociaux de cette transformation, en prenant pour objet d'analyse les « marges » souvent invisibilisées du sujet néolibéral : les personnes en situation de pauvreté ou d'itinérance, les femmes incarcérées, les personnes migrantes, âgées, handicapées ou autrement marginalisées. Ces marges, loin d'être secondaires, constituent des révélateurs privilégiés des logiques contemporaines de gouvernance : elles rendent visibles les formes différenciées par lesquelles la responsabilité devient un instrument de pouvoir et d'exclusion. Les études portant sur ces populations marginalisées, sur la construction sociale de leur stigmatisation dans les discours politiques et médiatiques, ainsi que sur les dispositifs institutionnels qui encadrent leurs comportements seront particulièrement bienvenues. Nous nous intéresserons aussi au recours croissant à des approches moralisatrices et punitives visant à surveiller, contrôler et discipliner les populations jugées déviantes. En réunissant des communications issues de divers champs, cet atelier invite à penser les effets politiques et sociaux de la responsabilisation comme mode de gouvernance en examinant la manière dont cette logique influence la construction et la mise en œuvre des politiques publiques, de même que l'intervention des acteurs qui œuvrent auprès des personnes marginalisées. Il s'agira d'interroger comment les injonctions à se responsabiliser transforment la conception même de l'action publique : la fabrication des politiques, la définition des services offerts, ainsi que le travail quotidien des organisations qui doivent se soumettre à la grammaire néolibérale.

S'inscrivant dans la réflexion du congrès « Quelle science politique pour notre époque ? », cet atelier vise à interroger le rôle critique de la discipline : comment repolitiser ce qui a été moralisé, individualisé ou privatisé ? Comment rendre visibles les rapports de pouvoir et les logiques de responsabilisation qui traversent les institutions, les discours et les pratiques ? Réfléchir aux marges de la responsabilité, c'est

ainsi réfléchir à la manière dont la science politique peut contribuer à repenser les conditions de la justice, de la solidarité et de l'équité sociale à l'ère néolibérale, mais aussi à identifier les espaces où émergent des pratiques de résistance, de solidarité ou de réinvention du collectif.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : **23 janvier 2026**

Appel à communication #5 :

Fabriquer le désir en politique. La métapolitique entre stratégie et concept

Responsables :

- Tristan Boursier, Université de Montréal (tristan.boursier@umontreal.ca)
- Milan Bernard, Université de Montréal (milanbernard@hotmail.com)
- Frédérick Nadeau - Université de Sherbrooke (nadeau.anthropo@gmail.com)

Type d'activité : Atelier

Sections thématiques : Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée ; Sociologie et comportements politiques ; Théories et pensées politiques ; Médiatisation et communication politiques.

Résumé de l'activité : Depuis quelques années, le concept de métapolitique connaît un regain d'intérêt dans l'analyse des droites radicales (Dafaure, 2021 ; Ganesh, 2025 ; Schilk, 2025). Souvent associée à la Nouvelle Droite, elle désigne la tentative de diffuser des idées en amont du politique : dans les médias, la culture et les imaginaires collectifs (Bar-On, 2022 ; Griffin, 2000). En ce sens, elle peut être envisagée comme une forme de socialisation politique : un processus par lequel des acteurs façonnent un rapport à la politique des individus et des groupes, en leur proposant une forme de vivre en société désirable.

Cet atelier invite à penser la métapolitique non seulement comme stratégie mobilisée par l'extrême droite, mais aussi comme outil conceptuel pour comprendre les formes contemporaines de socialisations politiques. Il s'agit d'interroger les mécanismes culturels, médiatiques et affectifs par lesquels les idées réactionnaires deviennent séduisantes et finissent par rentrer dans l'ordinaire des horizons du possible. Comment certains récits rendent-ils désirable la reproduction de l'ordre racial, la hiérarchisation des sexes, la violence de classe et diverses formes de domination ? Comment des thématiques longtemps marginales à la plus extrême des droites — écologisme, animalisme, féminisme — sont-elles réinterprétées pour convaincre toujours plus de monde d'un projet inégalitaire ?

Loin d'être un simple vernis idéologique, la métapolitique forme des dispositions affectives, tente de modifier ce qui est dicible ou pensable dans l'espace public, politise certains enjeux tout en en dépolitisant d'autres. Bref, elle prétend être un outil qui redéfinit le périmètre même du politique.

Si l'extrême droite a largement investi ce terrain, la métapolitique n'est pas son monopole. Inspirée de Gramsci, elle peut être réappropriée comme outil critique pour penser la politisation à gauche. On pensera par exemple aux universités populaires, aux créations artistiques queer ou aux réinterprétations décoloniales de certaines œuvres. Ce travail symbolique a contribué à la « révolution silencieuse » (Inglehart, 1977) à laquelle répondra plus tard la « contre-révolution silencieuse » (Ignazi, 1992).

Trois axes de réflexion sont proposés :

1. Métapolitique, normativité et critique : exploration des fondements philosophiques et normatifs du concept. Quels horizons émancipateurs ou réactionnaires la métapolitique ouvre-t-elle ? Comment repenser la tension entre culture et pouvoir dans une perspective post-gramscienne ? Peut-on encore en faire une catégorie analytique ?
2. Dispositifs médiatiques et numériques : analyse des formes concrètes de la métapolitique dans les pratiques de communication et de diffusion. Comment les récits circulent-ils dans les écosystèmes numériques ? Comment les formats culturels (fiction, lifestyle, jeu vidéo) structurent-ils l'adhésion ?

3. Imaginaires, esthétique et désir : étude de la manière dont les stratégies métapolitiques rendent certaines visions du monde attractives. Par quels affects et sensibilités les acteurs politiques parviennent-ils à légitimer l'ordre existant ou à en proposer une alternative ?

L'atelier est ouvert aux chercheur·e·s qui examinent les dimensions culturelles, symboliques et affective du politique, qu'ils mobilisent ou non le concept de métapolitique. Si l'accent est mis sur les mouvements réactionnaires, l'appel encourage également les propositions sur les résistances et les formes progressistes de métapolitique.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : **23 janvier 2026**

Appel à communication #6 :

Les algorithmes et l'intelligence artificielle en communication politique au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde

Responsables :

- Camille Arteau-Leclerc, Université Laval (Camille.arteau-leclerc.1@ulaval.ca)
- Adrien Cloutier, Université Laval
- Yannick Dufresne, Université Laval
- Thierry Giasson, Université Laval
- Colleen McCool, Université Concordia
- Laurence-Olivier M. Foisy, Université Laval
- Manuel Quintin, Université Laval
- Louis-Charles Vaillancourt, Université Laval

Type d'activité : Atelier

Section thématique : Médiatisation et communication politiques

Résumé de l'activité : La communication politique n'échappe pas aux bouleversements liés à l'intelligence artificielle (IA). Dans ce contexte, son usage va bien au-delà de l'IA générative (ex. ChatGPT), et ce, depuis plusieurs années. Dès 2013, Meta cherche activement à intégrer l'IA à la gestion de contenu de ses plateformes – Instagram, Facebook et WhatsApp – pour la modération, la publicité, la personnalisation des fils d'actualité et la collecte de données (Lever, 2013; Zuboff, 2018). L'introduction de ces algorithmes, soit des programmes qui exécutent une série d'opérations sur des données pour générer un résultat (Gillespie dans Cotter, 2019 : 898), rompt avec la vision idéalisée d'Internet des années 1990, alors perçu comme un espace permettant la communication directe entre acteurs politiques et citoyens. Les algorithmes exercent une fonction éditoriale qui peut se rapprocher de celle des éditeurs-trices des médias traditionnels. En effet, ils déterminent en partie quels contenus sont présentés aux utilisateurs d'une plateforme.

Outre son rôle éditorial, l'intégration des algorithmes puis de l'IA implique une transformation organisationnelle et stratégique qui affecte l'ensemble de l'écosystème politico-médiatique. La communication politique numérique doit s'adapter aux avancées de l'IA, en particulier à l'usage des robots (« bots ») qui sont des algorithmes programmés pour automatiser certaines tâches de diffusion de contenu (Howard, Woolley et Calo, 2018). Tous les acteurs de la communication politique – le politique, le médiatique et les citoyens – doivent désormais composer avec cette nouvelle réalité. Dans ce contexte, plusieurs formations politiques recrutent des spécialistes en informatique, en IA et en analyse de données. Ces individus – embauchés non pas pour leur loyauté partisane, mais plutôt pour leurs compétences techniques (Blanchard, 2018) – participent au phénomène de professionnalisation de la communication politique.

Ce colloque invite à s'interroger sur l'incidence des algorithmes et de l'IA sur les pratiques de communication politique à l'ère numérique – tant dans leurs impacts organisationnels que sur le contenu et la citoyenneté. Nous proposons d'inscrire le phénomène de l'IA dans une continuité historique : bien avant l'essor de l'IA générative, les plateformes mobilisaient déjà ces technologies pour modérer les contenus, personnaliser les fils d'actualité et optimiser la publicité. L'émergence de ces nouveaux outils s'inscrit donc dans une trajectoire plus large qui ont transformé et transforment encore la communication politique.

Axes et pistes de réflexion

Les propositions des participants devront se rattacher à un ou plusieurs des axes suivants et pourront toucher les questions proposées, mais pas exclusivement :

Axe 1 : Impact organisationnel – Professionnalisation et transformation des équipes de communication politique

Cet axe s'intéresse au rôle que jouent les professionnels dans les équipes de communication politique numérique à l'ère des algorithmes et de l'IA.

- En quoi le travail des professionnels de la communication a été influencé par l'intégration de technologies algorithmiques?
- Comment la composition des équipes de communication politique s'est adaptée à l'adoption des algorithmes et de l'IA? Quels sont les profils de ces professionnels?
- Comment les promesses d'efficacité de l'IA générative se traduisent-elles dans le fonctionnement communicationnel des organisations politiques ?
- Quelles sont les considérations qu'expriment les praticiens de la communication politique à propos des technologies algorithmiques et de l'IA?

Axe 2 : Impact sur le contenu - L'impact des algorithmes et de l'intelligence artificielle en communication politique

Cet axe porte sur le rôle que jouent les algorithmes et l'intelligence artificielle en communication politique. Il s'intéresse plus particulièrement à leurs impacts dans la diffusion de messages politiques numériques.

- Quel est le rôle des technologies algorithmiques dans le choix de canaux de diffusion et de formats des messages politiques?
- Quel est le rôle des technologies algorithmiques dans l'élaboration des contenus des messages politiques (publicités ciblées, désinformation, mise à l'agenda, etc.)?
- Dans quelle mesure l'arrivée de ces technologies modifie-t-elle les processus de communication politique?
- Comment le traitement et la potentielle production algorithmique de l'information ont-ils impacté le travail des professionnels de l'information?

Axe 3 : Impact sur la citoyenneté – L'exposition et la réception de l'information à l'ère des algorithmes et de l'IA

Cet axe met l'accent sur la réception de l'information par les citoyens et ses impacts potentiels sur leur engagement démocratique.

- Quels avantages et quels risques les technologies algorithmiques présentent-elles pour la vitalité démocratique et la pratique de la citoyenneté?
- En quoi l'information produite ou filtrée par le biais d'un algorithme influence-t-elle la réception du message par les citoyens?
- Comment les technologies algorithmiques ciblent-elles les citoyens afin d'encourager leur citoyenneté politique (participation politique, mobilisation, militantisme)?

Modalités

Nous invitons les professeur(e)s et les étudiant(e)s aux cycles supérieurs à proposer leurs communications sur des travaux achevés ou en cours. Conformément aux valeurs d'interdisciplinarité du GRCP et du CECD, les propositions de communications peuvent provenir de diverses disciplines académiques.

Le comité scientifique responsable de ce panel sélectionnera les propositions en se basant sur les critères suivants :

- Pertinence en lien avec la thématique du panel et les trois axes
- Originalité de la proposition et de la méthode utilisée
- Qualité de la langue et de la présentation générale

Comité scientifique (en ordre alphabétique)

- **Camille Arteau-Leclerc**, candidate au doctorat en science politique, Université Laval
- **Adrien Cloutier**, candidat au doctorat en science politique, Université Laval
- **Yannick Dufresne**, professeur titulaire, Département de science politique, Université Laval
- **Thierry Giasson**, professeur titulaire, Département de science politique, Université Laval
- **Colleen McCool**, candidate au doctorat en information et communication, Université Concordia
- **Laurence-Olivier M. Foisy**, candidat au doctorat en science politique, Université Laval
- **Manuel Quintin**, candidat au doctorat en science politique, Université Laval
- **Louis-Charles Vaillancourt**, étudiant au doctorat en science politique, Université Laval

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : **23 janvier 2026**

Appel à communication #7 :

Ploutocratie et Épistémocratie : Les deux visages de la crise de la représentation

Responsables :

- Julien Giudicelli, Université de Bordeaux (julien.giudicelli@gmail.com)
- Erick Duchesne, Université de Laval (erick.duchesne@pol.ulaval.ca)
- Jean-Pierre Pichard-Stamford, Université de Bordeaux

Type d'activité : Atelier

Section thématique : Théories et pensées politiques

Résumé de l'activité : La ploutocratie et l'épistémocratie sont les deux facettes d'une même crise de la représentation démocratique.

La ploutocratie se manifeste par la prise de contrôle des institutions par les intérêts économiques. Le cas français illustre cette dérive : un électeur aisé y pèse 1,53 fois plus qu'un électeur modeste, un écart record en Europe. On observe l'émergence d'un capitalisme dynastique où trois familles détiennent 30% du CAC 40, tandis que le rapprochement entre grand patronat et extrême droite signe l'aboutissement du paradigme néolibéral.

L'épistémocratie, révélée par une archéologie de la représentation, montre comment le système représentatif fut conçu dès l'origine comme un gouvernement des "capables". Sieyès et Madison entendaient soustraire la décision politique aux "passions populaires". Le suffrage universel a remplacé le cens financier par un "cens caché" (Gaxie) : la maîtrise des codes et du langage politique, créant une professionnalisation excluant les catégories populaires.

Notre thèse est que ces deux phénomènes sont synergiques :

- La ploutocratie utilise le discours épistocratique de la compétence technique pour légitimer ses privilèges
- L'épistémocratie trouve dans la concentration des richesses un environnement favorable à sa reproduction

Ensemble, elles forment un système verrouillé où le citoyen est doublement dépossédé : par l'argent et par le savoir. La défiance démocratique actuelle est la conséquence directe de cette double exclusion.

Notre atelier explorera des pistes de réforme, notamment la représentation inclusive (Hayat) et descriptive (Mansbridge), pour imaginer une réappropriation citoyenne du pouvoir. La confrontation entre nos disciplines - droit public et économie - permettra d'éclairer sous un jour nouveau cette crise de la légitimité politique.

Mots-clés : Ploutocratie, épistémocratie, représentation, légitimité démocratique, dépossession, inégalités politiques.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : 23 janvier 2026

Appel à communication #8 :

Reconfigurations du politique en Afrique contemporaine : souverainetés, frontières et dynamiques endogènes

Responsables :

- Maxime Duchâteau, Université de Montréal (maxime.duchateau@umontreal.ca)
- Aboubacar Sidiki Amara Sylla, Université de Montréal
- Nicolas Klingelschmitt, Université du Québec à Montréal

Type d'activité : Atelier

Sections thématiques : Politique comparée ; Relations internationales et politiques mondiales.

Résumé de l'activité : Les États et sociétés africaines n'ont pas échappé aux profondes reconfigurations politiques provoquées par la guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19. Ces crises ont à la fois rendu visible l'enracinement des rivalités géopolitiques mondiales en Afrique, suscité des réponses discursives et concrètes très diverses entre « néo-souverainisme », panafricanisme et autres projets d'intégration régionale, et entraîné des transformations sociopolitiques profondes à l'échelle des sociétés nationales africaines. Cet atelier propose d'appréhender ces mutations en invitant chercheurs et praticiens à réfléchir à ces phénomènes politiques autour de trois axes.

Panel 1 : L'Afrique en recomposition; entre borderization et démarcations

États et sociétés africains connaissent de grands bouleversements à l'échelle internationale et dans leurs relations avec le reste du monde. On observe l'exacerbation de nombreuses rivalités entre grandes et moyennes puissances, qui se disputent le contrôle des ressources, des flux commerciaux, des infrastructures de transport, ou encore des zones d'influence. À ce titre, ces puissances appliquent une politique étrangère proactive en Afrique, et y participent délibérément ou non au remodelage des frontières matérielles, symboliques ou discursives. Ce panel se propose d'étudier comment ces dynamiques de « frontiérisation » (ou borderization) se manifestent à travers les politiques d'influence, les interventions économiques, culturelles ou sécuritaires, et les nouvelles formes de présence étatique ou paraétatique des puissances extérieures sur le continent.

Panel 2 : Les reconfigurations politiques et la redéfinition des souverainetés à l'échelle méso-africaine
Ces crises mondiales et l'intensification des rivalités géopolitiques en Afrique favorisent la cristallisation de discours "néo-souverainistes" et panafricanistes, se traduisant par la mise en œuvre de projets d'intégration régionale inédits, sur fond de critique du néocolonialisme. Au-delà de leur potentiel émancipateur, ces discours servent notamment à justifier la prise du pouvoir par les militaires dans plusieurs États africains, et alimentent la formation de nouvelles alliances interétatiques comme l'Alliance des États du Sahel (AÉS). Parallèlement, néo-souverainismes et panafricanismes s'accompagnent également d'une remise en question du principe d'intangibilité des frontières hérité de l'OUA en 1963, comme en témoigne l'agression de la République démocratique du Congo (RDC) par le Rwanda. Ce panel se propose ainsi d'explorer les dynamiques contemporaines de recomposition du pouvoir et de redéfinition des souverainetés à l'échelle régionale et infrarégionale.

Panel 3 : L'Afrique en train de se (re)faire

Les sociétés africaines, loin d'être de simples spectatrices des reconfigurations politiques à l'œuvre sur le continent, participent activement à ces mutations et en façonnent les trajectoires. Ce troisième panel propose d'examiner la manière dont les acteurs locaux s'approprient, contestent ou réinventent les cadres de la souveraineté et de la gouvernance face aux transformations géostratégiques et

régionales contemporaines. En mettant l'accent sur les dynamiques endogènes, il s'agira de comprendre comment les sociétés africaines contribuent à la redéfinition du politique, qu'il s'agisse de nouvelles formes de mobilisation citoyenne, de recompositions territoriales, ou d'expérimentations institutionnelles à différentes échelles. Ce panel invite ainsi à réfléchir à l'Afrique non pas comme un espace passif des rapports de force internationaux, mais comme un laboratoire de réinvention du politique dans un contexte mondial en mutation.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : **23 janvier 2026**

Appel à communication #9 :

Recul démocratique et stratégies de résistance

Responsables :

- Marion Zahar, Université de Montréal (marion.zahar@umontreal.ca)
- Julie Levasseur, UdeM
- François Tanguay, UdeM

Type d'activité : Atelier

Section thématique : Politique comparée ; Politiques et administrations publiques ; Sociologie et comportements politiques.

Résumé de l'activité : Alors que les constats de recul démocratique s'accumulent (Boix 2019; Carothers et Hartnett 2024), la science politique de notre époque doit être à même de saisir les nouvelles dynamiques qu'ils imposent. Cet atelier, organisé autour de trois axes, vise à articuler des réflexions théoriques et empiriques dans une perspective comparée autour de la question du recul démocratique et des mobilisations qui y font face.

Dans un premier temps, il sera question d'interroger les contextes institutionnels dans lesquels s'ancrent l'érosion ou l'effondrement de la démocratie, voire la consolidation autocratique (Shein et Emmons 2023), ainsi que les acteur-ric-e-s qui les mettent en œuvre. Si la pertinence et le rôle structurant des configurations institutionnelles n'est plus à démontrer dans le cadre des mobilisations sociales (Dufour 2025), il convient d'appréhender leur impact en contexte de recul démocratique. Par qui sont-elles instrumentalisées ? Quels outils, ressources et contraintes peuvent-elles fournir à celles et ceux qui résistent dans cette situation ?

Ainsi, le deuxième axe de réflexion de l'atelier s'intéresse aux stratégies de contestation face au recul démocratique. Que peuvent les mouvements sociaux dans des cas où, précisément, les fondements de la représentation démocratique sont bafoués ? On invite ici à se pencher sur les mobilisations comme sujets de résistance, mais aussi comme objets de répression. Au-delà, il s'agit de saisir ce qu'il reste des structures militantes traditionnelles qu'ont été les mouvements syndicaux et de gauche en contexte de crise de la démocratie. Quels sont leurs défis dans un contexte mondial de fascisation et de polarisation, et quelles recompositions suscitent ils ?

Finalement, au regard de la science politique, le recul massif des avancées sociopolitiques des dernières décennies pose la question de l'adéquation des concepts et des théories pour rendre compte de ces grandes tendances. On peut en effet se demander si nos paradigmes parviennent encore à expliquer ce que nous observons. Par exemple, suivant Diamond (2002) ou encore Levitsky et Way (2020), qu'en est-il du modèle des régimes hybrides ? Comment comprendre les limites de nos outils et ce qu'elles disent sur la discipline – en particulier sa manière de faire émerger des notions aujourd'hui largement mises en cause ?

Date limite pour soumettre votre proposition [aux personnes responsables](#) : **23 janvier 2026**

Appel à communication #10 :

Écofiscalité et instruments coercitifs : quel avenir pour l'action environnementale et climatique?

Responsables :

- Fanny Tremblay-Racicot, ENAP (fanny.tremblay-racicot@enap.ca)
- Jean-Philippe Meloche, Université de Montréal
- Tommy Gagné-Dubé, Université de Sherbrooke

Type d'activité : Atelier

Section thématique : Politiques et administrations publiques.

Résumé de l'activité : Les municipalités québécoises et canadiennes déploient une grande diversité d'outils fiscaux et réglementaires leur permettant d'atteindre certains objectifs environnementaux ou de diversifier leurs sources de revenus (Meloche et Tremblay-Racicot, 2025). Alors que certains instruments sont davantage traditionnels et répandus, comme la tarification variable de l'eau potable ou des matières résiduelles, certains sont davantage innovants, comme la taxe sur le coefficient d'occupation du sol ou la redevance sur les contenants à usage unique. Ces derniers sont rendus possibles grâce à l'application du pouvoir général de taxation ou de redevances réglementaires dont se prévalent seulement quelques municipalités dans quelques provinces.

En dépit d'un certain foisonnement en matière d'application des pouvoirs fiscaux et réglementaires, ces instruments n'ont que très peu attiré l'attention des chercheurs, tant du point de vue de leur caractérisation, de leur acceptabilité, de leur efficacité, que de leur capacité à résoudre le déséquilibre fiscal en défaveur des municipalités (Gagné-Dubé et Godbout, 2025). De plus, de manière concourante, on observe un certain recul en matière environnementale et climatique, avec l'abolition de la tarification du carbone pour les consommateurs et l'avènement d'une nouvelle « stratégie de compétitivité climatique » au niveau fédéral. Ce ressac s'observe aussi au Québec, où le gouvernement provincial s'affaire à alléger la réglementation provinciale en matière environnementale afin de faciliter la réalisation de projets industriels ou d'infrastructure; une diminution des cibles en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre est même envisagée.

Dans ce contexte, une réflexion à l'égard de l'avenir de l'action environnementale et climatique s'impose. Dans quelle mesure le désengagement des ordres de gouvernement fédéral et provincial contribue-t-il à redéfinir les mesures écofiscales au Canada? Quel est l'état de l'application des mesures fiscales et réglementaires en matière environnementale et climatique? Dans quelle mesure les municipalités pourront-elles combler le vide réglementaire laissé par les gouvernements provinciaux et fédéral?

L'objectif est de ce panel est, d'une part, de faire le point sur les études en cours en matière d'écofiscalité et, d'autre part, d'appréhender les changements en matière de réglementation environnementale et climatique au Québec et au Canada.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : 23 janvier 2026

Appel à communication #11 :

Agir dans un monde incertain : conjuguer les temporalités de l'action politique

Responsables :

- Laurence Bherer, Université de Montréal (laurence.bherer@umontreal.ca)
- Pascale Dufour, Université de Montréal

Type d'activité : Atelier

Section thématique : Politique comparée

Résumé de l'activité : Qu'est-ce que cela signifie d'agir maintenant pour les générations futures? Dans la tradition autochtone, une décision ne peut être prise sans évaluer son impact sur les 7 générations à venir. Dans les démocraties libérales occidentales, de plus en plus de personnes et d'organisations soulignent plutôt le besoin d'agir rapidement pour assurer les besoins des générations futures. Autant du point de vue de l'action collective que gouvernementale, ce nouvel impératif entraîne des tensions dans les logiques d'action : urgence de passer à l'action pour éviter l'irréversibilité des torts écologiques mais besoin de prendre le temps de construire des coalitions complexes, articuler le temps long des écosystèmes avec le courttermisme des gouvernements, agir pour la décarbonation et en même temps envisager l'effondrement, composer avec les incertitudes sur le futur et la difficulté à évaluer, mesurer et modéliser le temps long, etc. Comment les acteurs, autant militants, citoyens, gouvernementaux ou experts, articulent les temporalités multiples? Quels effets ont ces concurrences de temporalité sur l'action politique ? Entre paralysie, dépassement, articulation, quelles sont les stratégies adoptées et inventées par les acteurs et les répertoires d'action utilisés ?

Date limite pour soumettre votre proposition [aux personnes responsables](#) : **23 janvier 2026**

Appel à communication #12 :

La justice face à la violence politique aujourd'hui : entre protection de l'État de droit et instrument de l'autoritarisme

Responsables :

- Sandrine Lefranc, professeure invitée aux Universités de Montréal et d'Ottawa, directrice de recherche au CNRS -Sciences Po Paris (sandrine.lefranc@umontreal.ca)
- Antoine Mégie, Université de Rouen

Type d'activité : Table Ronde

Sections thématiques : Politique comparée ; Politiques et administrations publiques.

Résumé de l'activité : Dans les démocraties libérales, la justice incarne un pilier de l'État de droit, garantissant l'équilibre entre les libertés individuelles et la sécurité collective. Pourtant, face à la recrudescence de la violence politique — qu'elle soit issue de mouvements contestataires, de groupes extrémistes ou de l'État lui-même — et dans un contexte mondial marqué par la montée de l'autoritarisme, le rôle de la justice est de plus en plus interrogé. Les institutions judiciaires ont pu apparaître, dans certains pays, comme les instruments de politiques répressives, et ailleurs comme les remparts ultimes face à des tentatives de remise en cause de l'État de droit.

Cette table ronde propose d'interroger, d'une part, la place actuelle de la justice dans nos démocraties fragilisées, d'autre part, sa capacité à demeurer un espace démocratique dans le traitement de la violence politique contemporaine.

À partir d'enquêtes empiriques de science politique donnant une large place à l'analyse des acteur.ices (et de leurs pratiques), les intervenant.es discuteront des tensions entre impératif de sécurité, respect des droits fondamentaux et maintien des principes démocratiques. Iels analyseront les formes prises par les réponses judiciaires aux violences politiques en interrogeant par exemple les transformations qu'elles induisent en défense de l'État de droit ou dans le sens d'un autoritarisme à intensité variable. L'objectif est de réfléchir à la manière dont la justice peut (ou non) constituer un contre-pouvoir face à la violence politique, et quelles conditions sont nécessaires pour qu'elle demeure un espace démocratique.

Parmi les thèmes susceptibles d'être abordés, figurent notamment : la judiciarisation des mouvements sociaux (climat, justice sociale, droits autochtones) et des répressions policières, le traitement des violences des autorités de sécurité, l'indépendance et la politisation de la justice (pressions politiques sur les magistrat.es dans les affaires sensibles, réformes judiciaires controversées, rôle des cours suprêmes dans les conflits politiques) ou encore la justice face à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

Les organisateur.ices ont écrit ensemble sur les procès du terrorisme en France (Un verdict sans appel. Enquête sur le procès des attentats de novembre 2015, Paris, Actes Sud, avec Pauline Jarroux et Anne Wyvekens). Iels travaillent sur les transformations de la justice confrontées à la violence (antiterrorisme, justice transitionnelle, justice réparatrice).

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : 23 janvier 2026

Appel à communication #13 :

Reconfigurations régionales au Sahel : entre fragilité démocratique, sécurisation du politique et post-multilatéralisme

Responsable : Mady Ibrahim Kanté, Université Kurukanfuga de Bamako et chercheur associé du CIRAM - Université Laval (madibiramu@gmail.com)

Type d'activité : Table Ronde

Sections thématiques : Relations internationales et politiques mondiales ; Géopolitique au Sahel

Résumé de l'activité : La région sahélo-saharienne connaît d'importantes évolutions qui remettent en question la science politique : recomposition des alliances (formats sécuritaires alternatifs), affaiblissement des cadres multilatéraux, polarisation informationnelle et érosion de la confiance citoyenne. Dans ce contexte, l'action publique se "sécuritise" tandis que les espaces civiques se réduisent, avec des effets ambivalents sur la paix, l'équité sociale et les trajectoires socio-écologiques. Cette thématique propose de questionner la pertinence et les limites des cadres analytiques, en particulier la sécurité régionale, autoritarisme électoral, gouvernance des risques, économie politique de la violence, études des transitions face à ces basculements. En croisant enquêtes de terrain, données d'alerte précoce et analyses de politiques, nous discuterons (1) des reconfigurations institutionnelles (régionales/étatiques), (2) des économies de guerre et de la gouvernance sécuritaire, (3) des innovations et contraintes de la société civile, et (4) des liens climat-mobilités-conflits. La table-ronde mobilise une perspective comparée utile au débat québécois et canadien (coopération, immigration, cybersécurité, désinformation). Elle vise à dégager des concepts opératoires et des recommandations méthodologiques pour une science politique apte à éclairer les "nouveaux" régimes de violence et de gouvernance au Sahel.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : 23 janvier 2026

Appel à communication #14 :

L'intelligence artificielle au service de l'analyse politique : apports et défis du NLP, du ML et des LLMs pour la science politique contemporaine

Responsable : Antoine Claude, Université de Sherbrooke (antoine.lemor@usherbrooke.ca)

Type d'activité : Panel

Sections thématiques : Enjeux de méthodes, d'enseignement ou de développement professionnel

Résumé de l'activité :

Problématique

La transformation numérique a généré une explosion sans précédent de données textuelles politiques : discours officiels, débats parlementaires, médias traditionnels et sociaux, consultations citoyennes, archives administratives. Cette abondance documentaire offre des opportunités inédites pour la science politique, mais pose simultanément des défis méthodologiques majeurs. Comment le traitement automatique du langage naturel (NLP), l'apprentissage automatique (ML) et les grands modèles de langage (LLMs) peuvent-ils transformer notre compréhension des phénomènes politiques ? Quelles sont les promesses et les limites de ces approches computationnelles pour analyser la délibération démocratique, la formation de l'opinion publique et les dynamiques institutionnelles ?

Questions abordées

Ce panel explorera quatre axes principaux. Premièrement, l'application méthodologique : comment intégrer efficacement les outils NLP/ML dans les designs de recherche en science politique ? Quelles stratégies adopter par exemple, mais de façon non-exhaustive, pour l'analyse de sentiment politique, la détection de cadrage médiatique, ou la classification automatique de positions idéologiques ?

Deuxièmement, les enjeux de validité : comment garantir que les catégories computationnelles correspondent aux concepts théoriques de la discipline ? Comment évaluer la robustesse des mesures automatisées face aux nuances contextuelles du langage politique ?

Troisièmement, les défis éthiques et épistémologiques : quelles précautions prendre concernant les biais algorithmiques, la transparence méthodologique et la reproductibilité ? Comment naviguer entre automatisation et interprétation qualitative ?

Quatrièmement, les applications empiriques : comment ces outils permettent-ils de tester des théories en science politique sur, de façon non-exhaustive, la mise à l'agenda politique, la réactivité des élus, la polarisation idéologique, la diffusion transnationale des idées, ou l'impact de la désinformation sur le débat démocratique ?

Pertinence de la proposition

Cette proposition répond à un besoin urgent de la discipline. Alors que les sciences sociales computationnelles gagnent en maturité, la science politique doit également développer ses standards méthodologiques adaptés à ses objets spécifiques. Le panel favorisera le dialogue entre chercheurs quantitatifs et qualitatifs, entre spécialistes des méthodes

computationnelles et théoriciens. Il permettra également d'aborder les défis spécifiques au contexte multilingue et multiculturel de la recherche politique comparative, notamment les questions de comparabilité.

Contribution pour l'avancement des connaissances

Ce panel contribuera à structurer un champ émergent en visant à identifier des bonnes pratiques méthodologiques spécifiques à la science politique computationnelle. Il permettra d'identifier les innovations méthodologiques prometteuses tout en cartographiant les écueils à éviter. Les communications attendues articuleront questions substantielles et innovations méthodologiques visant à démontrer comment les approches NLP/ML/LLM permettent non seulement de traiter des volumes massifs de données. Le panel vise à produire une synthèse des acquis et des perspectives futures et à contribuer ainsi à légitimer et normaliser l'usage raisonné de ces outils dans la recherche politique tout en maintenant les standards de rigueur scientifique de la discipline.

Date limite pour soumettre votre proposition à la personne responsable : 23 janvier 2026

Appel à communication #15 :

Les politiques de leurre : souveraineté, réconciliation et reproduction de l'État colonial

Responsable : Thierry Rodon, Université Laval (thierry.rodon@pol.ulaval.ca)

Type d'activité : Panel

Sections thématiques : Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée.

Résumé de l'activité : Les États issus du colonialisme de peuplement – tels que le Canada, et le Québec – se sont construits sur la dépossession des terres autochtones et la désorganisation des systèmes politiques, sociaux et économiques des Premiers Peuples. Pourtant, ces derniers ont continuellement contesté les fondements injustes de ces États, obligeant ceux-ci à réagir tantôt par la répression, tantôt par l'accommodement, notamment face à des mobilisations autochtones de plus en plus efficaces.

Cette session propose d'examiner ces moments de tension et d'ouverture apparente à travers le concept de « politiques de leurre » (decoy politics), un concept développé par Dimitrov (2020) et utilisé dans le cas du Canada, par Collie et Alcantara (2024). Cette notion renvoie aux dispositifs institutionnels, juridiques et discursifs mis en place par l'État pour donner l'impression d'une transformation – réconciliation, reconnaissance, décolonisation – tout en préservant les structures de souveraineté coloniale et les rapports de pouvoir existants.

Les communications réunies dans cette session s'intéresseront aux diverses formes que prennent ces politiques de leurre : réformes législatives et constitutionnelles, commissions de vérité, politiques de réconciliation, mécanismes de cogestion des ressources naturelles, ou encore institutions autochtones intégrées à l'appareil étatique. En croisant les perspectives comparatives (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis) et les approches théoriques (postcoloniales, féministes, autochtones, décoloniales), cette session vise à mieux comprendre comment les États coloniaux contemporains réinventent leur légitimité tout en limitant les avancées réelles vers la souveraineté autochtone.

Axes thématiques suggérés :

- Théorisation des politiques leurres et reproduction de la souveraineté étatique
- Études de cas sur les réformes de reconnaissance et leurs effets limitatifs
- Résistances et stratégies autochtones face aux dispositifs de réconciliation
- Comparaisons entre États coloniaux de peuplement
- Méthodologies critiques pour l'étude des relations État–Autochtones

Date limite pour soumettre votre proposition à la personne responsable : 23 janvier 2026

Appel à communication #16 :

Pour une théorie politique offensive à l'ère de la « crise démocratique » : décentrer, ancrer, renouveler

Responsable : Francis Therrien, Université du Québec à Montréal, Collège de Maisonneuve
(therrien.francis.2@courrier.uqam.ca)

Type d'activité : Panel

Section thématique : Théories et pensées politiques

Résumé de l'activité : La « démocratie » contemporaine connaît des enjeux considérables : polarisation, perte de légitimité, érosion du multilatéralisme et scepticisme croissant envers les institutions (Whitham 2024; van der Meer 2017). Face à ces phénomènes, la science politique, et plus particulièrement la théorie politique, doit s'interroger sur la pertinence de ses cadres conceptuels actuels, de ses méthodes et de ses objets d'études. Ce panel souhaite explorer des approches novatrices en théorie politique, notamment dans les théories de la démocratie (Rumpala 2019), qui pourraient répondre aux défis de la discipline – et de ce sous-champ aux frontières et aux objectifs contestés (Boudou et von Busekist 2021).

Le problème mis de l'avant concerne le caractère culturellement et géographiquement limité, ainsi qu'à l'abstraction des théories dominantes de la démocratie. Historiquement élaborées au sein des traditions intellectuelles occidentales, ces théories ont négligé les voix, expériences et pratiques politiques situées au-delà du paradigme euroaméricain (Chakrabarty 2000; Tully 2000). Cela a engendré une approche conceptuelle restrictive et des contributions, notamment autochtones, demeurent marginalisées (Giroux 2008). Pourtant, celles-ci sont apparentées, voire plus fortes, que ce qui est aujourd'hui considéré et enseigné comme démocratique (Dupuis-Déri 2020). En outre, leur dimension analytique tend à écarter les savoirs produits par les citoyen·nes, les groupes « minoritaires » ou militants, au motif de leur prétendue non-scientificité.

Ce panel cherche donc à mettre de l'avant des approches, en cours de développement ou issues de recherches abouties, qui soient nouvelles ou qui visent le renouvellement de la théorie politique. Celles-ci peuvent, notamment, prendre la forme de la théorisation « démocratique » qui serait elle-même en soi une pratique démocratique (Asenbaum 2022), c'est-à-dire une théorisation qui implique des individus ou des groupes dans la production de la théorie, transformant le processus de théorisation en un espace qui dépasse la réflexion individuelle de la personne théoricienne. Elles pourraient également emprunter à d'autres formes de théories normatives empiriques (Ackerly et al. 2021; Frankenberger et Buhr 2023) privilégiant l'interaction avec les données du terrain et la responsabilité envers celles et ceux qui les produisent, rompant ainsi avec l'abstraction de la théorisation traditionnelle. Les personnes participant au panel pourraient aussi mobiliser la théorie démocratique comparative (Weiss 2020), sur une base empirique ou non, qui appelle à l'ouverture conceptuelle et à une théorisation à travers diverses traditions culturelles et historiques, proposant donc une critique de l'universalité des idéaux occidentaux ou encore y offrant des alternatives.

Ces approches ne sont que des exemples; le panel ne s'y limite pas puisque son objectif est justement de mettre de l'avant une ouverture à de nouveaux cadres ontologiques, épistémologiques, méthodologiques et conceptuels pour la théorie politique. Il souhaite avancer une discussion autour de véritables théories politiques offensives en réponse à une volonté qui perdure de l'encadrer dans la pureté scientifique hypothéticodéductive (Rehfeld 2010), tout en évitant un idéalisme abstrait surplombant la société. Toutes les propositions en ce sens sont les bienvenues.

Date limite pour soumettre votre proposition à la personne responsable : 23 janvier 2026

Appel à communication #17 :

Fédéralisme et gouvernance démocratique en transformation

Responsables :

- Martin Papillon (martin.papillon@umontreal.ca)
- SQSP (sqsp@uqam.ca)

Type d'activité : Panel

Résumé de l'activité : Nous invitons les propositions de communication portant sur les dynamiques contemporaines du fédéralisme dans un contexte de polarisation et de tensions démocratiques. L'objectif est de réunir des travaux empiriques, théoriques ou comparatifs permettant d'éclairer quatre axes principaux :

1. **Fédéralisme et déclin démocratique** : Nous recherchons des contributions examinant comment le recul démocratique — affaiblissement des contre-pouvoirs, centralisation de l'exécutif, érosion de la confiance publique — transforme les relations intergouvernementales et les équilibres institutionnels au sein des fédérations. Les communications peuvent aussi s'intéresser à l'effet – positif ou négatif – du fédéralisme sur les dynamiques démocratiques actuelles.
2. **Fédéralisme multinational et polarisation** : Les propositions portant sur la polarisation, les tensions identitaires, territoriales ou partisans dans les fédérations multinationales sont particulièrement bienvenues. Nous encourageons des analyses des mécanismes qui atténuent ou exacerbent la polarisation en contexte fédéral.
3. **Gouvernance démocratique dans les fédérations** : Nous sollicitons des recherches portant sur la représentation, la gouvernance multiniveaux, la coopération intergouvernementale, la transparence décisionnelle, la participation citoyenne, ou encore le rôle des tribunaux dans la gouvernance partagée au sein des fédérations.
4. **Le fédéralisme canadien dans un monde en transformation** : Nous accueillons tout particulièrement les communications examinant les reconfigurations récentes du fédéralisme canadien à l'aulne des enjeux politiques actuels : présidence Trump, transition énergétique, retour en force des nationalismes et des régionalismes, etc.

Cet atelier vise à mieux comprendre l'avenir du fédéralisme dans un contexte démocratique en mutation.

Date limite pour soumettre votre proposition aux personnes responsables : 23 janvier 2026

Appel à communication #18 :

Le retour du nationalisme au Québec

Responsables :

- Martin Papillon (martin.papillon@umontreal.ca)
- SQSP (sqsp@uqam.ca)

Type d'activité : Panel

Résumé de l'activité : Nous invitons les propositions de communication pour un panel consacré au renouveau du nationalisme au Québec et à ses multiples manifestations politiques et sociales. Dans un contexte marqué par la montée du Parti québécois dans les sondages, la reconfiguration des clivages idéologiques et la transformation de l'électorat, ce panel vise à éclairer les dynamiques contemporaines du nationalisme québécois sous un angle empirique, théorique ou comparatif. Les propositions pourront porter, sans s'y limiter, sur les axes suivants :

1. **Le retour en force du Parti québécois :** Analyses des facteurs expliquant la remontée du PQ, de son repositionnement stratégique, de son discours nationaliste renouvelé ou des conditions structurelles facilitant son retour au premier plan.
2. **Portrait du nouvel électorat souverainiste :** Études sur l'évolution des profils socio-économiques, démographiques et idéologiques des électrices et électeurs favorables à la souveraineté. Comment caractériser ce nouvel électorat ? Quelles valeurs, priorités et représentations motivent son engagement ?
3. **Polarisation et nationalisme :** Contributions examinant le lien entre polarisation politique — identitaire, territoriale ou partisane — et transformations du nationalisme québécois. Dans quelle mesure la polarisation renforce-t-elle ou fragilise-t-elle le projet nationaliste ?
4. **La gauche, la droite et le nationalisme :** Analyses du repositionnement des familles idéologiques face au nationalisme. Comment la gauche et la droite québécoises se réapproprient-elles, contestent-elles ou redéfinissent-elles le référentiel nationaliste dans leurs projets politiques ? Le nationalisme peut-il être à la fois conservateur et progressiste ?

Ce panel vise à offrir un espace de discussion critique sur l'évolution du nationalisme au Québec.

Date limite pour soumettre votre proposition à la personne responsable : 23 janvier 2026